**1 - Organisation et fonctionnement des écoles primaires**

L'organisation et le fonctionnement de l'école doivent permettre d'atteindre les objectifs fixés aux articles [L. 111-1 et](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000027682584&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130806&oldAction=rechCodeArticle)[D. 321-1](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006527381&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130806&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation, en particulier la réussite scolaire et éducative de chaque élève, ainsi que d'instaurer le climat de respect mutuel et la sérénité nécessaires aux apprentissages.

1.1 Admission et scolarisation

1.1.1 Dispositions communes

En application de l'[article L. 111-1](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006524366&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130422&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation, l'éducation est un droit pour tous les enfants résidant sur le territoire national, quels que soient leur nationalité, leur statut migratoire ou leur parcours antérieur. La Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, ratifiée par la France, garantit à l'enfant le droit à l'éducation en dehors de toute distinction qui tienne à sa nationalité ou à sa situation personnelle.

Le directeur d'école prononce l'admission sur présentation :

- du certificat d'inscription délivré par le maire de la commune dont dépend l'école. Ce dernier document indique, lorsque la commune dispose de plusieurs écoles, celle que l'enfant fréquentera ;

- d'un document attestant que l'enfant a subi les vaccinations obligatoires pour son âge ou justifie d'une contre-indication en application des dispositions des[articles L. 3111-2](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006687781&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20140612&oldAction=rechCodeArticle&fastReqId=1454722734&nbResultRech=1)  et [L. 3111-3](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=A52535656B27DAA0ECD5543AF62D490C.tpdjo15v_2?idArticle=LEGIARTI000006687783&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20140612&categorieLien=id&oldAction=rechCodeArticle&nbResultRech=1) du code de la santé publique (certificat du médecin ou photocopie des pages du carnet de santé relatives aux vaccinations, carnet international de vaccinations).

Faute de la présentation de l'un ou de plusieurs de ces documents, le directeur d'école procède pour les enfants soumis à l'obligation scolaire conformément à l'article [article L. 131-1-1](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=C104D49E3108841BC63DF875E73C8967.tpdjo02v_3?idArticle=LEGIARTI000027682645&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20140612&categorieLien=id&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation à une admission provisoire de l'enfant.

Il convient de rappeler que les personnels de l'éducation nationale n'ont pas compétence pour contrôler la régularité de la situation des élèves étrangers et de leurs parents au regard des règles régissant leur entrée et leur séjour en France. La [circulaire n° 2012-141 du 2 octobre 2012](http://www.adressrlr.cndp.fr/index.php?id=54&tx_pitsearch_pi3%5bcurrent_id%5d=2&parameters=&tx_pitsearch_pi3%5bsimple%5d=1&sort=pertinence&tx_pitsearch_pi3%5bmots%5d=2012-141+&tx_pitsearch_pi3%5bsur%5d=TEXTES&tx_pitsearch_pi3%5brubrique%5d=TOUTES&tx_pitsearch_pi3%5bdocuments%5d%5b%5d=TOUS&submit-recherche-simple=Lancer+la+recherche&no=PCLI-3-1&ref=/inmedius/content/main/Textes_en_vigueur/I/3/1/I-3-1-031.xml&tx_pitsearch_pi3%5btype%5d=article) relative à l'organisation de la scolarité des élèves allophones nouvellement arrivés donne toutes précisions utiles pour l'organisation de la scolarité de ces élèves.

Les modalités d'admission à l'école maternelle et élémentaire définies ci-dessus ne sont applicables que lors de la première inscription dans l'école concernée.

En cas de changement d'école, un certificat de radiation est émis par l'école d'origine. En outre, le livret scolaire est remis aux parents dans les mêmes conditions, sauf si ceux-ci préfèrent laisser le soin au directeur d'école de transmettre directement ce dernier au directeur de l'école d'accueil. Le directeur d'école informe de cette radiation le maire de la commune de résidence des parents de façon que celui-ci puisse exercer son devoir de contrôle de l'obligation d'inscription conformément aux dispositions de l'[article R. 131-3](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000025165122&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20140527&oldAction=rechCodeArticle&fastReqId=201714107&nbResultRech=1) et de l'[article R. 131-4](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000025164778&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130422&oldAction=rechCodeArticle)du code de l'éducation. Il transmet par la suite cette information au maire de la commune où se trouve l'école dans laquelle les parents ont annoncé leur intention de faire inscrire leur enfant afin que ce dernier puisse également s'acquitter de sa mission de contrôle du respect de l'obligation scolaire.

1.1.2 Admission à l'école maternelle

Conformément aux dispositions de [l'article L. 113-1](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idArticle=LEGIARTI000027682617&idSectionTA=LEGISCTA000006166560&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20131217) du code de l'éducation, tout enfant âgé de trois ans au 31 décembre de l'année civile en cours doit pouvoir être accueilli dans une école maternelle ou une classe enfantine, si sa famille en fait la demande. Aucune discrimination ne peut être faite pour l'admission d'enfants étrangers ou de migrants dans les classes maternelles, conformément aux principes rappelés ci-dessus.

1.1.4 Admission des enfants de familles itinérantes

Il est rappelé que tant à l'école maternelle qu'à l'école élémentaire, quelle que soit la durée du séjour et quel que soit l'effectif de la classe correspondant à leur niveau, les enfants de familles itinérantes doivent être accueillis (conformément à la [circulaire n° 2012-142 du 2 octobre 2012](http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin_officiel.html?cid_bo=61529) relative à la scolarisation et à la scolarité des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs).

Dans les cas où le directeur d'école ne disposerait pas d'une capacité matérielle d'accueil suffisante pour admettre l'enfant qui lui est présenté, il établira immédiatement par la voie hiérarchique un rapport détaillé qu'il adressera au Dasen, agissant par délégation du recteur d'académie. Celui-ci en informe aussitôt le préfet et prend toutes dispositions utiles pour rendre cet accueil possible.

1.1.5 Modalités de scolarisation des élèves en situation de handicap

En application de l'[article L. 112-1](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006524374&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130422&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation, tout enfant présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé est inscrit dans l'école la plus proche de son domicile, qui constitue son école de référence. Dans le cadre du projet personnalisé de scolarisation décidé par la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) si les besoins de l'élève nécessitent qu'il reçoive sa formation au sein de dispositifs adaptés, il peut être inscrit dans une autre école avec l'accord de ses parents ou de son représentant légal. Cette inscription n'exclut pas son retour dans son école de référence.

1.1.6 Accueil des enfants atteints de troubles de la santé évoluant sur une longue période

Les enfants atteints de maladie chronique, d'allergie et d'intolérance alimentaire sont admis à l'école et doivent pouvoir poursuivre leur scolarité en bénéficiant de leur traitement ou de leur régime alimentaire, dans des conditions garantissant leur sécurité et compensant les inconvénients de leur état de santé.

Le projet d'accueil individualisé (PAI) a pour but de faciliter l'accueil de ces élèves mais ne saurait se substituer à la responsabilité de leur famille. Il organise, dans le respect des compétences de chacun et compte tenu des besoins thérapeutiques de l'élève, les modalités particulières de sa vie à l'école ; il peut prévoir des aménagements sans porter préjudice au fonctionnement de l'école.

La [circulaire n° 2003-135 du 8 septembre 2003](http://www.adressrlr.cndp.fr/index.php?id=54&tx_pitsearch_pi3%5bcurrent_id%5d=2&parameters=&tx_pitsearch_pi3%5bsimple%5d=1&sort=pertinence&tx_pitsearch_pi3%5bmots%5d=2003-135+&tx_pitsearch_pi3%5bsur%5d=TEXTES&tx_pitsearch_pi3%5brubrique%5d=TOUTES&tx_pitsearch_pi3%5bdocuments%5d%5b%5d=TOUS&submit-recherche-simple=Lancer+la+recherche&no=PCLI-3-5-1&ref=/inmedius/content/main/Textes_en_vigueur/I/3/5/1/I-3-5-1-022.xml&tx_pitsearch_pi3%5btype%5d=article) donne toutes les précisions utiles pour l'élaboration d'un PAI.

1.2.2 Organisation du temps scolaire des écoles publiques de Gex

Semaine de 4 jours : Lundi, mardi, jeudi et vendredi.

8 H 30 /11 H 30.

13 H 15/16 H 15

1.2.3 Les activités pédagogiques complémentaires

[L'article D. 521-13](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=83B02ADE92EA2993A0F5DD8E2955F8F3.tpdjo12v_1?idArticle=LEGIARTI000026982963&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20131218) du code de l'éducation, prévoit la mise en place d'activités pédagogiques complémentaires organisées par groupes restreints d'élèves :

- pour l'aide aux élèves rencontrant des difficultés dans leurs apprentissages ;

- pour une aide au travail personnel ou pour une activité prévue par le projet d'école, le cas échéant en lien avec le projet éducatif territorial.

La liste des élèves qui bénéficient des activités pédagogiques complémentaires est établie après qu'a été recueilli pour chacun l'accord des parents ou du représentant légal.

.

1.3 Fréquentation de l'école

1.3.1 Dispositions générales

Les obligations des élèves, définies par l'[article L. 511-1](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006525119&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130422&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation incluent l'assiduité. Les parents ou responsables légaux de l'élève sont fortement impliqués dans le respect de cette obligation. S'il revient au maire de contrôler le respect de l'obligation de l'instruction, il appartient au directeur d'école de contrôler le respect de l'obligation d'assiduité liée à l'inscription à l'école (conformément à l'[article R. 131-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=83B02ADE92EA2993A0F5DD8E2955F8F3.tpdjo12v_1?idArticle=LEGIARTI000006525784&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20131218) du code de l'éducation).

En application de l'[article R. 131-5](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000025164771&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130422&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation, le maître de chaque classe tient un registre d'appel sur lequel il inscrit les élèves absents. Au début de chaque demi-journée, l'enseignant ou toute personne responsable d'une activité organisée pendant le temps scolaire procède à l'appel des élèves.

En application de l'[article L. 131-8](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000027014971&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130422&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation, lorsqu'un enfant manque momentanément la classe, les parents ou les personnes responsables doivent, sans délai, faire connaître au directeur d'école les motifs de cette absence ; celui-ci vérifie la légitimité du motif invoqué au regard des indications de ce même article. Les seuls motifs réputés légitimes sont les suivants : maladie de l'enfant, maladie transmissible ou contagieuse d'un membre de la famille, réunion solennelle de famille, empêchement résultant de la difficulté accidentelle des communications, absence temporaire des personnes responsables lorsque les enfants les suivent. Les autres motifs sont appréciés par l'autorité de l'État compétente en matière d'éducation.

Cependant, conformément à la [circulaire n° 2004-054 du 23 mars 2004](http://www.education.gouv.fr/bo/2004/14/MENE0400620C.htm), les certificats médicaux ne sont exigibles que dans le cas des maladies contagieuses énumérées dans l'arrêté interministériel du 3 mai 1989.

En cas de doute sérieux sur la légitimité d'un motif, le directeur d'école demande aux personnes responsables de l'élève de formuler une demande d'autorisation d'absence, qu'il transmet au Dasen sous couvert de l'inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription (IEN). Dès qu'un enseignant ou une personne responsable d'une activité scolaire constate une absence non annoncée, il en informe le directeur d'école qui prend contact immédiatement  avec les personnes responsables de l'élève afin qu'elles en fassent connaître les motifs.

1.3.2 À l'école maternelle

Lors de l'inscription de l'élève dans un établissement scolaire, celui-ci est tenu d'y être présent, qu'il relève ou non de l'obligation scolaire. L'inscription à l'école maternelle implique l'engagement, pour la famille, d'une fréquentation régulière indispensable pour le développement de la personnalité de l'enfant et pour le préparer à devenir élève.

1.4 Accueil et surveillance des élèves

En application de l'[article D. 321-12](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006527394&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130422&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation, la surveillance des élèves durant les heures d'activité scolaire doit être continue et leur sécurité doit être constamment assurée, en tenant compte de l'état de la distribution des locaux et du matériel scolaires et de la nature des activités proposées. Le service de surveillance s’exerce à l'accueil et à la sortie des classes, ainsi que pendant les récréations.

1.4.1 Dispositions générales

L'accueil des élèves est assuré dix minutes avant l'entrée en classe.

1.4.2 Dispositions particulières à l'école maternelle

Dans les classes et sections maternelles, les enfants sont remis par la ou les personnes qui les accompagnent, soit au personnel enseignant chargé de la surveillance soit au personnel chargé de l'accueil.

Les élèves sont repris, à la fin de chaque demi-journée, par la ou les personnes responsables légales ou par toute personne nommément désignée par elles par écrit au directeur d'école, sauf s'ils sont pris en charge, à la demande des personnes responsables, par un service de garde, de restauration scolaire ou de transport ou par l'accueil périscolaire auquel l'élève est inscrit.

En cas de négligence répétée des responsables légaux pour que leur enfant soit repris à la sortie de chaque classe aux heures fixées par le règlement intérieur, le directeur d'école leur rappelle qu'ils sont tenus de respecter les dispositions fixées par le règlement intérieur. Si la situation persiste, le directeur d'école engage un dialogue approfondi avec ceux-ci pour prendre en compte les causes des difficultés qu'ils peuvent rencontrer et les aider à les résoudre. La persistance de ces manquements et le bilan du dialogue conduit avec la famille peuvent l'amener à transmettre une information préoccupante au président du conseil général dans le cadre de la protection de l'enfance, selon les modalités prévues par les protocoles départementaux.

1.4.4 Droit d'accueil en cas de grève

En cas de grève des personnels enseignants, en application des dispositions de l'[article L. 133-4](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000019346685&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20140515&oldAction=rechCodeArticle&fastReqId=1476906456&nbResultRech=1) et de l'[article L. 133-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000019346693&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130422&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation, lorsque le service d'accueil est mis en place par la commune, celle-ci peut accueillir des élèves dans les locaux des écoles maternelles et élémentaires publiques, y compris lorsque ceux-ci continuent d'être utilisés en partie pour les besoins de l'enseignement. La responsabilité administrative de l'État se substitue à celle de la commune dans tous les cas où celle-ci se trouve engagée en raison d'un fait dommageable commis ou subi par un élève du fait de l'organisation ou du fonctionnement du service d'accueil (conformément à l'[article L. 133-9](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000019346703&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130422&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation).

1.5 Le dialogue avec les familles

L'article L.111-4 du code de l'éducation dispose que les parents d'élèves sont membres de la communauté éducative, définie à l'[article L. 111-3](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006524370&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130507&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation. Ils sont les partenaires permanents de l'école. Leur droit à l'information et à l'expression, leur participation à la vie scolaire, le dialogue avec les enseignants dans le respect des compétences et des responsabilités de chacun, sont assurés dans chaque école (conformément à la [circulaire n° 2006-137 du 25 août 2006](http://www.education.gouv.fr/bo/2006/31/MENE0602215C.htm)  et à la [circulaire n° 2013-142 du 15 octobre 2013](http://www.adressrlr.cndp.fr/index.php?id=54&tx_pitsearch_pi3%5bcurrent_id%5d=2&parameters=a:1:%7bs:10:) qui vise à renforcer la coopération entre les parents et l'école dans les territoires ).

1.5.1 L'information des parents

Le suivi de la scolarité par les parents implique que ceux-ci soient bien informés du fonctionnement de l'école, des acquis mais également du comportement scolaires de leur enfant. À cette fin, le directeur d'école organise :

- des réunions chaque début d'année, pour les parents des élèves nouvellement inscrits ;

- des rencontres entre les parents et l'équipe pédagogique au moins deux fois par an, et chaque fois que lui-même ou le conseil des maîtres le jugent nécessaire, en application de l'[article D. 111-2](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006525714&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130422&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation ;

- la communication régulière du livret scolaire aux parents en application de l'[article D. 111-3](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=571B662B2EB77A6434A8E558EF5EE912.tpdjo09v_1?idArticle=LEGIARTI000006525717&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130422&categorieLien=id) du code de l'éducation ;

- si nécessaire, l'information relative aux acquis et au comportement scolaires de l'élève.

Communication

Par téléphone : 04 50 41 62 18 répondeur aux heures de classe sauf le jeudi.

Par voie électronique/ ce.0010128j@ac-lyon .fr

Par écrit à l’aide d’un cahier de corecpondance.

Il convient de respecter les dates limite pour rendre les documents. Les retards ne peuvent être gérer afin de ne pas pénaliser la vie de l’école.

.

1.5.2 La représentation des parents

En application de l'[article L. 111-4](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006524371&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130419&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation et des articles[D. 111-11 à D. 111-15](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=6B75235B1B63BD9192C6BD4E8C1552AA.tpdjo04v_3?idArticle=LEGIARTI000006525726&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20140527&categorieLien=id&oldAction=rechCodeArticle&nbResultRech=1), les parents d'élèves peuvent s'impliquer dans la vie de l'école en participant par leurs représentants aux conseils d'école, qui exercent toutes fonctions prévues par l'[article D. 411-2](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000025542203&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130419&oldAction=rechCodeArticle)du même code.

Conformément aux dispositions de l'[arrêté du 13 mai 1985](http://eduscol.education.fr/cid48217/arrete-du-13%C2%A0mai-1985.html) relatif au conseil d'école, tout parent d'élève peut se présenter aux élections des représentants de parents d'élèves au conseil d'école, sur une liste composée d'au moins deux noms de candidats. Le directeur d'école doit permettre aux associations de parents d'élèves de l'école de faire connaître leur action aux autres parents d'élèves de l'école.

Les heures de réunion des conseils d'école sont fixées de manière à permettre la représentation des parents d'élèves.

Les représentants des parents d'élèves doivent disposer des informations nécessaires à l'exercice de leur mandat. Ils ont le droit d'informer et de rendre compte des travaux des instances dans lesquelles ils siègent (conformément à la circulaire du 25 août 2006 précitée).

Candidatures à déposer auprès de la directrice **avant le 1°Octobre 2018.**

**Scrutin le vendredi 12 Octobre 2018**

1.6 Usage des locaux, hygiène et sécurité

1.6.1 Utilisation des locaux ; responsabilité

Conformément aux dispositions de [l'article L. 411-1](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000027682925&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20131218&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation, le directeur d'école doit veiller à la bonne marche de l'école ; à cette fin, il surveille régulièrement les locaux, terrains et matériels utilisés par les élèves afin de déceler les risques apparents éventuels. En cas de risque constaté par lui-même ou par les enseignants, il prend les mesures

1.6.2 Accès aux locaux scolaires

L'entrée dans l'école et ses annexes pendant le temps scolaire n'est de droit que pour les personnes préposées par la loi à l'inspection, au contrôle ou à la visite des établissements d'enseignement scolaire.

L'accès des locaux scolaires aux personnes étrangères au service est soumis à l'autorisation du directeur d'école.

1.6.3 Hygiène et salubrité des locaux

À l'école maternelle et à l'école élémentaire, le nettoyage et l'aération des locaux sont quotidiens.

Les sanitaires sont maintenus en parfait état de propreté et régulièrement désinfectés par la collectivité territoriale. Une vigilance doit être exercée à l'égard des sanitaires afin de sécuriser leur utilisation par les élèves.

L'interdiction absolue de fumer à l'intérieur des locaux scolaires ainsi que dans les lieux non couverts pendant la durée de leur fréquentation par les élèves, prévue à [l'article D. 521-17](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=D50C15C9090585B5AA73B3047AB17D7C.tpdjo12v_1?idArticle=LEGIARTI000020743225&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20131218) du code de l'éducation, doit être rappelée par affichage et mentionnée dans le règlement intérieur de l'école.

1.6.4. Organisation des soins et des urgences

Le directeur d'école met en place une organisation des soins et des urgences qui répond au mieux aux besoins des élèves et des personnels de son école et s'assure que celle-ci est connue et comprise de l'ensemble du personnel.

Il peut s'appuyer sur l'avis technique des médecins et des infirmiers de l'éducation nationale qui apportent leur expertise dans ce domaine.

En l'absence de personnel de santé dans l'école, les soins et les urgences sont assurés en priorité par les personnels titulaires, soit de l'unité d'enseignement Prévention et secours civiques (PSC1), soit du certificat de Sauvetage secourisme du travail (SST).

Toutefois, il convient de rappeler qu'il appartient à chacun de porter secours à toute personne en danger en veillant particulièrement à ce que la situation ne soit pas aggravée par un retard dans l'appel aux services d'urgence ou par des interventions non contrôlées.

Dans tous les cas, le Samu-Centre 15 territorialement compétent permet le recours permanent à un médecin urgentiste qui peut donner des conseils à toute personne témoin d'un accident ou d'un malaise.

1.6.5 Sécurité

Des exercices de sécurité ont lieu conformément à la réglementation en vigueur et notamment à l'[article R.123-12](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006896100&cidTexte=LEGITEXT000006074096&dateTexte=20140530&oldAction=rechCodeArticle&fastReqId=1771671028&nbResultRech=1) du code de la construction et de l'habitation. Les consignes de sécurité doivent être affichées dans l'école. Le registre de sécurité, où sont répertoriés les renseignements indispensables permettant d'assurer la sécurité, prévu à l'[article R. 122-29](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006896087&cidTexte=LEGITEXT000006074096&dateTexte=20130422&oldAction=rechCodeArticle) du code de la construction et de l'habitation, est communiqué au conseil d'école.

Le directeur d'école, responsable unique de sécurité, peut saisir la commission locale de sécurité, de son propre chef ou sur proposition du conseil d'école.

Chaque école met en place un plan particulier de mise en sûreté face aux risques majeurs (PPMS) dont les modalités de mise en œuvre sont prévues par la [circulaire n° 2002-119 du 29 mai 2002](http://www.adressrlr.cndp.fr/index.php?id=54&tx_pitsearch_pi3%5bcurrent_id%5d=2&parameters=&tx_pitsearch_pi3%5bsimple%5d=1&sort=pertinence&tx_pitsearch_pi3%5bmots%5d=2002-119&tx_pitsearch_pi3%5bsur%5d=TEXTES&tx_pitsearch_pi3%5brubrique%5d=TOUTES&tx_pitsearch_pi3%5bdocuments%5d%5b%5d=TOUS&submit-recherche-simple=Lancer+la+recherche&no=PCLVII-9&ref=/inmedius/content/main/Textes_en_vigueur/VII/9/VII-9-006.xml&tx_pitsearch_pi3%5btype%5d=article).

Les objets prohibés

Jouets personnels, objets de valeur, argent.

Les vêtements seront adaptés aux activités, marqués et renouvelés en cas de besoin :

Pas de chaussures type mules de plage ou sabots plastiques. Pas d’écharpe (conseil : tour de cou)

Les supports affectifs sont tolérés et placés dans l’espace prévu en classe ou au dortoir. Ils restent sous la responsabilité de leur utilisateur

Les dispositions particulières à l’école :

Aucun document de source extérieur ou personnel ne sera distribué dans l’école y compris les invitations personnelles. Aucune photo ne sera faite dans l’enceinte scolaire.

1.7 Les intervenants extérieurs à l'école

Toute personne intervenant dans une école pendant le temps scolaire doit respecter les principes fondamentaux du service public d'éducation, en particulier les principes de laïcité et de neutralité (conformément notamment à la [circulaire n° 2001-053 du 28 mars 2001](http://www.education.gouv.fr/botexte/bo010405/MENG0100585C.htm)).

Le directeur d'école veillera à ce que toute personne extérieure à l'école et intervenant auprès des élèves offre toutes les garanties requises par ces principes ; il pourra mettre fin sans préavis à toute intervention qui ne les respecterait pas.

1.7.1 Participation des parents ou d'autres accompagnateurs bénévoles

Pour assurer, si nécessaire, le complément d'encadrement pour les sorties scolaires (conformément à la [circulaire n° 99-136 du 21 septembre 1999](http://www.adressrlr.cndp.fr/index.php?id=54&tx_pitsearch_pi3%5bcurrent_id%5d=2%C2%B6meters=&tx_pitsearch_pi3%5bsimple%5d=1&sort=pertinence&tx_pitsearch_pi3%5bmots%5d=99-136&tx_pitsearch_pi3%5bsur%5d=TEXTES&tx_pitsearch_pi3%5brubrique%5d=TOUTES&tx_pitsearch_pi3%5bdocuments%5d%5b%5d=TOUS&submit-recherche-simple=Lancer+la+recherche&no=PCLI-3-3-1&ref=/inmedius/content/main/Textes_en_vigueur/I/3/3/1/I-3-3-1-050.xml&tx_pitsearch_pi3%5btype%5d=article&javascript=true) modifiée) et les activités régulières se déroulant en dehors de l'école, le directeur d'école peut accepter ou solliciter la participation de parents ou d'accompagnateurs volontaires.

Il peut également, sur proposition du conseil des maîtres de l'école, autoriser des parents d'élèves à apporter au maître une participation à l'action éducative.

1.7.2 Intervenants extérieurs participant aux activités d'enseignement

Des intervenants rémunérés et qualifiés, ainsi que des intervenants bénévoles peuvent participer aux activités d'enseignement sous la responsabilité pédagogique des enseignants.

Tous les intervenants extérieurs qui apportent une contribution à l'éducation dans le cadre des activités obligatoires d'enseignement sont soumis à une autorisation du directeur d'école. Les intervenants rémunérés ainsi que les bénévoles intervenant notamment dans le champ de l'éducation physique et sportive doivent également être agréés par le directeur académique des services de l'éducation nationale

1.7.3 Intervention des associations

Il est rappelé qu'en application des [articles D. 551-1](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=711FB7F5AD9AD401EF7221246A7F0A6C.tpdjo08v_1?idArticle=LEGIARTI000020743034&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130419&categorieLien=id) et suivants du code de l'éducation, une association qui apporte son concours à l'enseignement public a la possibilité de faire l'objet d'un agrément lorsque ce concours prend l'une des formes suivantes :

- interventions pendant le temps scolaire, en appui aux activités d'enseignement conduites par l'école ;

- organisation d'activités éducatives complémentaires en dehors du temps scolaire ;

- contribution au développement de la recherche pédagogique, à la formation des équipes pédagogiques et des autres membres de la communauté éducative.

L'intervention d'une association ainsi agréée, dans une école pendant le temps scolaire, reste conditionnée à l'accord du directeur d'école qui garantit l'intérêt pédagogique de cette intervention ou son apport au projet d'école

En application de l'[article D. 551-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000025164896&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130419&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation, le directeur d'école peut autoriser l'intervention d'une association non agréée mais dont l'action est conforme aux principes de laïcité, pour une intervention exceptionnelle, s'il a auparavant informé, par la voie hiérarchique, le Dasen du projet d'intervention, Après avoir pris connaissance de ce projet, le Dasen peut notifier au directeur d'école son opposition à l'action projetée.

**2 - Droits et obligations des membres de la communauté éducative**

La communauté éducative, définie par l'[article L. 111-3](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006524370&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130419&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation, rassemble, à l'école, les élèves et tous ceux qui, dans l'école ou en relation avec elle, participent à l'accomplissement de ses missions. Elle réunit les personnels de l'école, les parents d'élèves, les collectivités territoriales compétentes pour l'école ainsi que les acteurs institutionnels, économiques et sociaux associés au service public d'éducation.

Tous les membres de cette communauté doivent, lors de leur participation à l'action de l'école, respecter le pluralisme des opinions et les principes de laïcité et neutralité (conformément à l'[article L. 141-5-1](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006524456&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130419&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation issu de la [loi n° 2004-228 du 15 mars 2004)](http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000417977); ils doivent, en outre, faire preuve d'une totale discrétion sur toutes les informations individuelles auxquelles ils ont pu avoir accès dans le cadre de l'école. Le directeur d'école doit signaler les comportements inappropriés à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription.

2.1. Les élèves

- **Droits**: en application des conventions internationales auxquelles la France a adhéré, les élèves ont droit à un accueil bienveillant et non discriminant. Ainsi, conformément à l'article 28 de la [Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989](http://www2.ohchr.org/french/law/crc.htm) ratifiée par la France le 7 août 1990, « Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour veiller à ce que la discipline scolaire soit appliquée d'une manière compatible avec la dignité de l'enfant en tant qu'être humain et conformément à la présente Convention ». En conséquence, le règlement intérieur de l'école doit préciser que « tout châtiment corporel ou traitement humiliant est strictement interdit ».

Les élèves doivent être préservés de tout propos ou comportement humiliant et respectés dans leur singularité. En outre, ils doivent bénéficier de garanties de protection contre toute violence physique ou morale, ces garanties s'appliquant non seulement aux relations à l'intérieur de l'école, mais aussi à l'usage d'Internet dans le cadre scolaire.

- **Obligations**: chaque élève a l'obligation de n'user d'aucune violence et de respecter les règles de comportement et de civilité édictées par le règlement intérieur. Les élèves doivent, notamment, utiliser un langage approprié aux relations au sein d'une communauté éducative, respecter les locaux et le matériel mis à leur disposition, appliquer les règles d'hygiène et de sécurité qui leur ont été apprises.

2.2 Les parents

- **Droits**: les parents sont représentés au conseil d'école et associés au fonctionnement de l'école dans les conditions définies par l'[article L. 411-1](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006524917&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130419&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation. Des échanges et des [réunions régulières](http://www.education.gouv.fr/bo/2006/31/MENE0602215C.htm) doivent être organisées par le directeur d'école et l'équipe pédagogique à leur attention selon des horaires compatibles avec les contraintes matérielles des parents. Ils ont le droit d'être informés des acquis et du comportement scolaires de leur enfant. Ils ont la possibilité de se faire accompagner d'une tierce personne qui peut être un représentant de parent

- **Obligations**: les parents sont garants du respect de l'obligation d'assiduité par leurs enfants ; ils doivent respecter et faire respecter les horaires de l'école. Le règlement intérieur de l'école détermine les modalités de contrôle de ces obligations. La participation des parents aux réunions et rencontres auxquelles les invitent le directeur d'école ou l'équipe pédagogique est un facteur essentiel  pour la réussite des enfants. Il leur revient de faire respecter par leurs enfants le principe de laïcité, notamment en ce qui concerne les prescriptions de l'[article L. 141-5-1](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006524456&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130419&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation, et de s'engager dans le dialogue que leur directeur d'école leur propose en cas de difficulté. Dans toutes leurs relations avec les autres membres de la communauté éducative, ils doivent faire preuve de réserve et de respect des personnes et des fonctions.

2.3 Les personnels enseignants et non enseignants

- **Droits**: tous les personnels de l'école ont droit au respect de leur statut et de leur mission par tous les autres membres de la communauté éducative ; les membres de l'enseignement public bénéficient de la protection prévue par l'[article L. 911-4](http://legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006525561&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130419&oldAction=rechCodeArticle) du code de l'éducation.

- **Obligations**: tous les personnels ont l'obligation, dans le cadre de la communauté éducative, de respecter les personnes et leurs convictions, de faire preuve de réserve dans leurs propos. Ils s'interdisent tout comportement, geste ou parole, qui traduirait du mépris à l'égard des élèves ou de leur famille, qui serait discriminatoire ou susceptible de heurter leur sensibilité.

Les enseignants doivent être à l'écoute des parents et répondre à leurs demandes d'informations sur les acquis et le comportement scolaires de leur enfant. Ils doivent être, en toutes occasions, garants du respect des principes fondamentaux du service public d'éducation et porteurs des valeurs de l'École.

2.4 Les partenaires et intervenants

Toute personne intervenant dans l'école doit respecter les principes généraux rappelés ci-dessus. Celles qui sont amenées à intervenir fréquemment dans une école doivent prendre connaissance de son règlement intérieur.

2.5 Les règles de vie à l'école

Dès l'école maternelle, l'enfant s'approprie les règles du « vivre ensemble », la compréhension des attentes de l'école. Ces règles sont explicitées dans le cadre du projet de classe. L'enfant apprend progressivement le sens et les conséquences de ses comportements, ses droits et obligations, la progressivité de leur application, leur importance dans le cadre scolaire et plus largement, dans les relations sociales.

Tout doit être mis en œuvre à l'école pour créer les conditions favorables aux apprentissages et à l'épanouissement de l'enfant. Il est particulièrement important d'encourager et de valoriser les comportements les mieux adaptés à l'activité scolaire : calme, attention, soin, entraide, respect d'autrui. La valorisation des élèves, leur responsabilisation dans la vie collective sont de nature à renforcer leur sentiment d'appartenance à l'école et à installer un climat scolaire serein. À l'inverse, les comportements qui troublent l'activité scolaire, les manquements au règlement intérieur de l'école, et en particulier toute atteinte à l'intégrité physique ou morale des autres élèves ou des enseignants, donnent lieu à des réprimandes, qui sont portées immédiatement à la connaissance des représentants légaux de l'enfant. Ces réprimandes ne peuvent elles-mêmes en aucun cas porter atteinte à l'intégrité morale ou physique d'un enfant. Elles sont prévues dans le règlement intérieur de l'école. On veillera à ce qu'un élève ne soit pas privé de la totalité de la récréation à titre de punition.

Les mesures d'encouragement ou de réprimande, de nature différente en fonction de l'âge de l'élève, sont expliquées et connues de tous.

Lorsque le comportement d'un élève perturbe gravement et de façon durable le fonctionnement de la classe malgré la concertation engagée avec les responsables légaux, sa situation doit être soumise à l'examen de l'équipe éducative définie à [l'article D. 321-16](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071191&idArticle=LEGIARTI000006527398&dateTexte=20111113) du code de l'éducation. Le psychologue scolaire et le médecin de l'éducation nationale doivent être associés à l'évaluation de la situation afin de définir les mesures appropriées : aide, conseils d'orientation vers une structure de soin. Un soutien des parents peut être proposé le cas échéant, en lien avec les différents partenaires de l'école (services sociaux, éducatifs, de santé, communes etc.).

Lorsqu'un enfant a un comportement momentanément difficile, des solutions doivent être cherchées en priorité dans la classe, ou exceptionnellement et temporairement dans une ou plusieurs autres classes. En tout état de cause, l'élève ne doit à aucun moment être laissé seul sans surveillance.

Il peut être fait appel à une personne ressource désignée par l'équipe éducative, notamment en son sein, pour aider :

- l'élève à intégrer les règles du « vivre ensemble » et à rétablir une relation de confiance avec son enseignant ;

- l'enseignant à analyser les causes des difficultés et à renouer les liens avec l'élève et sa famille ;

- les parents à analyser la situation, à rechercher des solutions et à renouer des liens avec l'école.

Des modalités de prise en charge de l'élève par les enseignants des réseaux d'aide spécialisés aux élèves en difficulté (Rased), peuvent également être envisagées, conformément aux dispositions de la circulaire n° 2009-088 du 17 juillet 2009.